

## Stratégie spatiale de l'UE

### Sauvegarder la compétitivité, sauvegarder les emplois

Document adopté par le Réseau « Aérospatial »

Bruxelles, Mai 2019 | IndustriAll 102/2019

#### Introduction

Le secteur spatial européen est un secteur de haute technologie et à grande valeur ajoutée qui crée des milliers d'emplois de grande qualité à travers toute l'Europe. Le secteur joue un rôle clé notamment dans des domaines les plus divers : les services de recherche et sauvetage, le changement climatique, l'agriculture, la gestion des catastrophes naturelles et la téléphonie mobile. L'Europe se doit d'être fière d'être un leader mondial dans ce secteur, toutefois la concurrence mondiale féroce menace l'industrie européenne et les emplois européens.

#### Stratégie spatiale de l'UE (2018)

IndustriAll Europe salue la Stratégie spatiale de la Commission européenne (2018), qui augmente le budget pour le secteur et regroupe tous les programmes spatiaux en un (Galileo, EGNOS, Copernicus, SSA et GOVSATCOM). Il ne fait aucun doute qu'une plus grande cohésion et une hausse des investissements bénéficieront au secteur.

Les objectifs de la Commission européenne visant à investir davantage dans des activités spatiales, civiles et militaires, à s'adapter aux nouveaux besoins et nouvelles technologies et à renforcer l'autonomie de l'Europe en matière d'accès à l'espace, contribueront, espérons-le, à renforcer la compétitivité du secteur à l'échelle mondiale. Il est toutefois urgent de relever divers défis pour que le secteur spatial européen et les milliers d'emplois qui en dépendent survivent.

#### Défis

Le secteur spatial européen est face à plusieurs défis qu'il convient de relever sans attendre si l'Europe veut conserver sa place de leader mondial dans le secteur. Nous devons établir des conditions équitables pour combattre la concurrence féroce de pays tels que la Chine, la Russie et les Etats-Unis qui accordent au secteur d'importantes aides d'Etat et profitent d'un marché intérieur très protégé. L'Europe va également être confrontée à la concurrence de pays tels que le Brésil, l'Inde et le Japon qui multiplient à grande vitesse leurs activités spatiales.

L'Europe doit sécuriser son accès indépendant à l'espace ainsi que ses infrastructures spatiales. L'augmentation du trafic dans l'espace et la prolifération des débris spatiaux sont un enjeu grandissant, et l'Europe doit être à l'avant-garde des technologies mondiales capables de résoudre ce problème.

Les décideurs politiques européens doivent se montrer plus ambitieux s'agissant du secteur spatial, ils doivent développer et mettre en œuvre une feuille de route à long terme pour l'avenir de l'industrie. Nous devons garantir l'utilisation des données et services spatiaux européens qui pourraient être soutenus par des investissements privés dans le secteur. Nous avons besoin d'une vision à long-terme, avec un soutien à la fois politique et financier, pour garantir que le secteur soit rentable, qu'il encourage les investissements, continue de développer des technologies de pointe mondiales dans une variété de secteurs et crée davantage d'emplois de qualité en Europe.

Les changements que connaît le monde du travail, tels que la numérisation, impacteront les travailleurs, et les partenaires sociaux doivent travailler ensemble pour anticiper les pénuries de compétences et les besoins en formation afin de garantir que la mise à niveau des compétences et la requalification des travailleurs se fassent à temps. La consolidation du travail et des projets ne doit pas entraîner de pertes d'emplois ; au contraire, le secteur spatial et sa technologie innovante doivent être utilisés pour trouver des solutions européennes aux problèmes mondiaux et doivent créer des emplois de grande qualité dans ce secteur en plein essor.

## Nos revendications

IndustriAll Europe appelle :

### Politique industrielle :

- Les décideurs politiques de l'UE à s'engager clairement et fermement à **investir dans le secteur spatial de l'UE**, y compris un engagement à utiliser les lanceurs européens pour les besoins européens, notamment pour les lancements institutionnels, afin de garantir que ce secteur conserve sa place de leader mondial ;
- Les décideurs politiques de l'UE à développer **une politique ambitieuse pour le secteur spatial**, garante de l'indépendance européenne sur de nombreux sujets (par ex. environnemental, technologique, stratégique, emplois) ;
- Les décideurs politiques à considérer la notion de **retour géographique** comme un facteur de cohésion européenne, et non pas comme une contrainte de rentabilité ;
- Les décideurs politiques de l'UE à identifier des mécanismes pour **instaurer des règles de concurrence équitables** au niveau **mondial** dans le secteur spatial qui fait face à une concurrence féroce de pays tiers accordant au secteur d'importantes aides d'Etat, et à réfléchir à la protection de l'industrie européenne en confiant exclusivement aux Etats membres la mise en orbite de leurs satellites nationaux ;
- Les décideurs politiques de l'UE à **simplifier et rationaliser le cadre légal de l'UE** en vigueur sur la politique spatiale et à travailler en bonne intelligence et de manière efficace avec l'ESA ;
- Les décideurs politiques de l'UE à garantir que les **petites et moyennes entreprises (PME)**, y compris les fournisseurs, aient les mêmes **opportunités de marché** que les grands groupes ;
- Les décideurs politiques de l'UE à **réduire** considérablement **la charge administrative** qui est imposée par les institutions européennes aux parties intéressées et aux bénéficiaires d'aide. Cette charge nuit particulièrement aux PME qui ont moins de ressources que les grands groupes ;
- **Les partenaires sociaux** à s'impliquer dans le développement d'une **politique industrielle européenne** pour le secteur spatial.
- Les décideurs politiques de l'UE à avoir un **droit de regard sur la stratégie industrielle** pour un secteur qui est d'une importance stratégique pour l'Europe.

### Questions sociales :

- Les employeurs à considérer le secteur spatial comme **source à fort potentiel de développement de l'emploi**, et donc de cohésion sociale ;
- Les employeurs à **respecter la législation sociale européenne dans leurs pays respectifs**, y compris les droits à l'information et à la consultation, tout en notant qu'ArianeGroup doit encore établir un comité d'entreprise européen (au moment de la rédaction de ce document) ;
- Les employeurs à s'engager à respecter et à maintenir les **niveaux de normes sociales les plus élevés** pour leurs travailleurs, et à aller au-delà des exigences minimales ;
- Les employeurs à garantir le principe que les **économies et les effets de rationalisation ne reviennent pas aux entreprises et leurs actionnaires comme bénéfiques** mais qu'elles soient réinvesties dans l'entreprise pour **garantir et améliorer les emplois** et les conditions de travail

- Les partenaires sociaux à identifier ensemble les opportunités et les défis liés à la **numérisation et l'automatisation** dans le secteur pour garantir que les travailleurs sont informés et consultés sur tout changement ;
- Les partenaires sociaux à travailler ensemble pour **identifier les pénuries de compétences, permettre la mise à niveau des compétences, permettre le transfert de connaissances** entre les salariés et pour encourager les jeunes détenant les compétences désirées à rejoindre le secteur ;
- Les employeurs à s'engager sur le fait que la **consolidation des projets n'entraînera pas de pertes d'emplois**. Dans ce cadre, **l'arrêt de la restructuration en cours au sein de ArianeGroup qui vise 2300 suppressions d'emplois** (un quart de ses effectifs en Europe) est une urgence absolue pour le secteur spatial européen.
- Les employeurs à garantir que, dans le cadre du processus de consolidation mentionné ci-dessus, les **PME dans la chaîne d'approvisionnement de ArianeGroup ne soient pas menacées de manière disproportionnée**, et à prendre des mesures de protection en raison de leur vulnérabilité par rapport aux grands groupes.

#### Recherche et développement :

- A renforcer la compétitivité du secteur spatial de l'UE via un **engagement ferme en faveur de la R&D** dans le budget de l'UE (cadre financier pluriannuel) et dans Horizon Europe ;
- À créer une **Initiative technologique conjointe (JTI) et des structures de travail opérationnelles**, similaires à Clean Sky ou SESAR dans l'aéronautique, pour le secteur spatial afin de booster l'innovation en permettant à l'industrie de prendre plus de risques dans la R&D ;
- A **développer les vols spatiaux habités ainsi que les « transporteurs » autonomes**, et à adapter des concepts existants pour l'espace (par ex. coopération renforcée avec l'industrie automobile, etc.) ;
- Les Etats membres à renforcer leur coopération concernant le **Fond de défense européen** pour encourager le développement dans la R&D, par le biais de synergies dans les programmes civils et de défense.

#### Questions logistiques et solutions/opportunités :

- L'industrie à développer une gamme de **lanceurs européens complémentaires** non spécifiques à un pays ;
- Les décideurs politiques de l'UE à garantir **l'autonomie de l'UE en matière d'accès à l'espace** et à développer la stratégie spatiale européenne pour étendre et élargir les ressources européennes ;
- Les décideurs politiques de l'UE et les fabricants à travailler ensemble pour régler le problème du **trafic et des débris** dans l'espace ;
- Les décideurs politiques de l'UE et l'industrie à **promouvoir l'utilisation des technologies spatiales** (y compris **des données et services spatiaux**) dans d'autres secteurs ;
- A **davantage exploiter la Station spatiale internationale** comme plateforme de recherche ainsi qu'à **développer la logistique européenne** – y compris le transport vers et de l'espace
- Les fabricants à **développer et permettre une recyclabilité**, si requis par les besoins du marché.

#### Brexit :

- à la conclusion rapide d'un **accord ambitieux** sur le Brexit entre l'UE-27 et le gouvernement britannique. Cet accord devra bénéficier à l'industrie spatiale européenne des deux côtés de la Manche. Un mauvais accord sur le Brexit sera néfaste pour **tous les salariés** dans toute la chaîne d'approvisionnement.